

BRÈVES ÉCONOMIQUES PROCHE-ORIENT, IRAK, IRAN

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH
EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION
(AMMAN, BAGDAD, JÉRUSALEM, LE CAIRE, TÉHÉRAN, TEL-AVIV)

ZOOM : JORDANIE - LE SECTEUR DE L'EAU : ENTRE PROJETS AMBITIEUX ET FRAGILITÉS CHRONIQUES

La Jordanie est dans une situation de stress hydrique chronique. La quantité moyenne d'eau renouvelable par an et par habitant s'élève à 62 m³, bien en-deçà du seuil absolu de pénurie d'eau défini à 500 m³, et loin de la moyenne mondiale de 1 000 m³. Ce chiffre place la Jordanie au 2^{ème} rang des pays les plus pauvres en eau. Cette situation est le résultat de ressources déjà limitées, dont 25 % sont en outre transfrontalières, privant le pays de la pleine maîtrise de son approvisionnement : partage du fleuve Jourdain avec Israël, du Yarmouk avec la Syrie, et de l'aquifère de Disi avec l'Arabie Saoudite. Les contraintes se sont aggravées ces dernières années sous l'effet conjugué d'une croissance démographique dynamique (près de 12 M d'habitants à ce jour, près de 17 M prévus en 2040) et du changement climatique.

LE CHIFFRE À RETENIR

2^{ème}

**RANG DES PAYS LES PLUS
PAUVRES EN EAU**

De surcroît, la situation financière du secteur de l'eau demeure fragile. Le secteur est tout d'abord « piégé » par son système de subvention : le gouvernement financerait à hauteur de 64 % en moyenne le coût réel de l'eau. Réel outil social, cette aide constitue un poids financier conséquent n'intériorisant pas la rareté de la ressource. Par ailleurs, les pertes en eau non facturées – ne générant ainsi aucun revenu – représentent environ 50 % du volume distribué (60 % de pertes commerciales, 40 % physiques). Cela réduit de moitié le rendement effectif de chaque mètre cube produit et affaiblit gravement les flux de trésorerie. Aussi, le secteur de l'eau et de l'assainissement connaît un déficit chronique, estimé à -0,5 % du PIB en 2024 (-0,7 % du PIB pour la Water Authority of Jordan), et une dette estimée à 3 Mds JOD (3,6 Mds USD), soit près de 7 % du PIB.

Le pays a adopté plusieurs plans d'action et stratégies visant à répondre aux dysfonctionnements opérationnels du secteur, et in fine redresser ses finances. En 2022, la Jordanie adopte avec le soutien de l'USAID une stratégie de réduction des pertes en eau non facturées de -2 % par an – afin d'atteindre un niveau cible de 25 % d'ici 2040 – et également une Feuille de Route pour la Soutenabilité Financière (FSR) du secteur ayant conduit à une réforme des tarifs de l'eau et de l'assainissement pour la période 2023-2028 (augmentation des prix pour les ménages de +4,6 % par an). Enfin, en mars 2023, le gouvernement publie la stratégie nationale de l'eau 2023-2040, avec pour principal objectif le développement des ressources non conventionnelles. Le projet National Conveyor (NCP) et l'augmentation du traitement des eaux usées à des fins d'irrigation figurent parmi les projets phares adossés à cette stratégie.

Le NCP vise à construire une usine de dessalement à Aqaba, d'une capacité de production de 300 M m³ d'eau par an, un système d'adduction de 450 kilomètres jusqu'à Amman et une ferme solaire de 300 MW. L'accord commercial entre le gouvernement et le consortium conduit par Meridiam et Suez a été signé en janvier 2025. Ce projet d'ampleur aura nécessairement un impact financier et pourrait avoir pour conséquence une hausse des pertes physiques. À cet égard, le projet aval NCP Readiness, d'adaptation des infrastructures de transmission d'eau, sera essentiel pour assurer la capacité de ces dernières à absorber les volumes d'eau supplémentaires produits. Par ailleurs, la révision de la FSR portée par le nouveau programme FMI – Mécanisme de Résilience et de Soutenabilité – apparaît d'autant plus indispensable. Le Fonds prévoit également deux autres axes de réforme, impliquant la sélection d'une entreprise privée pour améliorer la gestion de la Yarmouk Water Company – compagnie publique de distribution d'eau – et le développement de la participation du secteur privé dans le traitement des eaux usées.

Service Économique d'Amman

ÉGYPTE

1. LES RÉSERVES DE CHANGE FRANCHISSENT POUR LA 1^{ÈRE} FOIS LE SEUIL DES 50 MDS USD

Les réserves en devises de l'Égypte ont [atteint](#) 50,07 Mds USD fin octobre, franchissant pour la première fois ce seuil symbolique, selon la Banque centrale (+537 M USD sur un mois). Cette progression reflète un contexte de redressement économique porté par le retour des capitaux étrangers et plusieurs investissements majeurs du Golfe. Elle est renforcée par la bonne performance du tourisme (12,5 Mds USD sur neuf mois) et l'augmentation des entrées de devises liées aux ventes d'actifs. Cette consolidation des réserves permettra au pays de financer ses importations essentielles, honorer sa dette extérieure et stabiliser la livre égyptienne.

2. LES TRANSFERTS DES EXPATRIÉS ATTEIGNENT UN RECORD (30 MDS USD) SUR LES 9 PREMIERS MOIS DE 2025

Les transferts des Égyptiens travaillant à l'étranger ont [atteint](#) 30,2 Mds USD sur les neuf premiers mois de 2025, en hausse de 45,1 % sur un an, selon la Banque centrale d'Égypte. Sur une base mensuelle, les envois de fonds ont progressé de 30,9 % en septembre, à 3,6 Mds USD, reflétant la reprise amorcée après la chute du premier semestre 2024. Avec plus de 14 millions d'expatriés, les transferts de fonds constituent aujourd'hui l'une des principales sources de devises étrangères du pays, dépassant les recettes du Canal de Suez et du tourisme.

3. L'ÉGYPTE REMBOURSE 53,1 MDS USD DE DETTE EXTÉRIÈRE

Entre juin 2024 et mars 2025, l'Égypte a [remboursé](#) 53,1 Mds USD de sa dette extérieure, comprenant 30 Mds USD de dettes à court terme et 23 Mds USD de dettes à long terme arrivant à échéance dans l'année, selon la Banque centrale. Les intérêts payés se sont élevés à 5,8 Mds USD. Au terme du quatrième trimestre 2024/2025, la dette extérieure totale atteint 161,2 Mds USD, en hausse de 4,5 Mds USD par rapport au trimestre précédent, reflétant la reprise de l'endettement après un repli observé fin juin 2024. Près de 35 % de cette dette est contracté auprès d'institutions multilatérales (FMI, Banque mondiale, Banque islamique du développement) et 25 % sous forme d'obligations et sukuks. La dette à un an représente ainsi 33,9 % du total et dépasse les réserves internationales nettes de 111 %, soulignant l'importance de la gestion du service de la dette pour la stabilité financière du pays.

4. L'INAUGURATION DU GEM CONTRIBUE À L'ÉMERGENCE D'UNE NOUVELLE ÈRE TOURISTIQUE

Le 1^{er} novembre, [la cérémonie d'ouverture du Grand Musée Égyptien \(GEM\)](#), sur le plateau de Gizeh, en présence du Président Sissi et d'une cinquantaine de chefs d'État, a marqué un tournant majeur pour le tourisme culturel en Égypte. Après près de vingt années de travaux et de multiples reports, ce projet – financé par un prêt de près de 800 M USD de la JICA, agence de développement japonaise – a ouvert ses portes au public le 4 novembre, attirant immédiatement une affluence record. Le musée ambitionne d'accueillir plus de 5 millions de visiteurs par an. Les autorités égyptiennes comme les acteurs du secteur hôtelier misent sur une montée en gamme de l'offre touristique et intensifient la promotion internationale, notamment auprès des publics français et japonais. Selon les prévisions de [Fitch Solutions](#), le tourisme égyptien devrait progresser de 5,7 % par an, pour atteindre 20,6 millions de visiteurs et près de 19 Mds USD de recettes d'ici 2029, confirmant ainsi le rôle stratégique du secteur comme l'une des principales sources de revenus du pays.

5. INAUGURATION DE TROIS PROJETS PORTUAIRES À EAST PORT SAID

Le 16 novembre s'est tenue [l'inauguration de trois projets portuaires emblématiques](#) à East Port Said, au sein de la zone économique du canal de Suez (SCZone). Parmi ces projets figurent l'investissement de 500 M USD du groupe Maersk pour l'extension du terminal à conteneurs, portant sa capacité de 2,2 M TEU à 7 M TEU par an, ainsi que le nouveau terminal roulier Suez Canal Automotive Terminal (SCAT), construit et exploité par une joint-venture dirigée par l'entreprise française AGL. Organisé en présence du Président Abdel Fattah Al-Sissi et de nombreux membres du gouvernement égyptien, l'événement a mis en lumière les avancées significatives du pays en matière d'infrastructures portuaires. East Port Said se distingue comme l'un des ports les plus modernes et performants d'Égypte, occupant le 3^{ème} rang mondial selon le *Container Port Performance Index 2025* de la Banque mondiale. Ces progrès résultent d'une transformation profonde du secteur, portée par l'implication croissante des opérateurs privés ayant permis des gains d'efficacité notables. Le vice-Premier ministre Kamel El Wazir et le Chairman de la SCZone ont par ailleurs réaffirmé les objectifs ambitieux visant à renforcer le secteur de la logistique afin de soutenir une industrialisation résolument tournée vers l'export.

IRAK

1. RÉGION DU KURDISTAN : VERSEMENT À L'ÉTAT FÉDÉRAL DES REVENUS NON PÉTROLIERS ET REPRISE DES EXPORTATIONS DE PÉTROLE

Le ministère kurde des Finances a annoncé avoir versé 120 Mds IQD (environ 92 M USD) de revenus non pétroliers pour le mois de septembre sur le compte du ministère fédéral des Finances à Bagdad. Selon la SOMO (*State Oil Marketing Organization*), compagnie publique irakienne ayant le monopole des exportations de pétrole brut, cette opération témoigne du respect par la région du Kurdistan de ses engagements vis-à-vis de l'État fédéral. Dans le même temps, les exportations de pétrole de la région du Kurdistan ont effectivement repris et atteignent environ 200 000 barils par jour. Au total, 10,5 M de barils de pétrole ont transité via l'oléoduc d'exportation vers la Turquie depuis l'accord tripartite conclu le 25 septembre entre Bagdad, Erbil et la majorité des opérateurs pétroliers de la région autonome du Kurdistan. Cet accord provisoire garantirait le respect des contrats signés entre les opérateurs pétroliers (IOC) et le GRK mais ne traiterait pas directement des arriérés de paiement du gouvernement régional du Kurdistan, estimés à environ 3 à 5 Mds USD sur la période octobre 2022 à mars 2023. Avant la fermeture de l'oléoduc d'exportation vers la Turquie en mars 2023 (capacité d'environ 700 000 b/j), la région avait une production proche de 450 000 b/j pour un niveau d'exportation d'environ 400 000 b/j.

2. NÉGOCIATIONS EN COURS POUR LE RACHAT DES ACTIFS DE LUKOIL EN IRAK

Le Département du Trésor américain a [annoncé](#) un moratoire d'un mois sur les sanctions mises en place à l'encontre des activités du groupe pétrolier Lukoil hors de Russie, dont l'Irak. Ce moratoire, qui expirera au 13 décembre 2025, permet à Lukoil de poursuivre certaines opérations sur son champ de West Qurna-2 dans le but de trouver un repreneur qui ne soit pas frappé par les sanctions américaines. D'après Bloomberg, Exxon et Chevron feraient partie des acquéreurs intéressés.

IRAN

1. HAUSSE BRUTALE DES PRIX DES PRODUITS LAITIERS

Depuis la guerre des 12 jours, le prix du lait en Iran a progressé de 60 %, une hausse sans précédent. Selon les dirigeants des groupes Danone et BEL, implantés en Iran, cette augmentation résulte de trois facteurs

principaux : premièrement, l'augmentation des cours des denrées constituant la base de l'alimentation animale (soja, maïs), qui proviennent pour l'essentiel du Brésil et dont les coûts d'importation sont stimulés par la dépréciation du Rial et une pénurie croissante de devises ; deuxièmement, le record de sécheresse enregistré cette année en Iran, qui a entraîné une réduction sensible de la part de l'alimentation animale produite localement ; enfin, la réaction de nombreux éleveurs qui, confrontés à une chute brutale de la production de lait par des bestiaux moins bien nourris, multiplient les abattages et aggravent la pénurie. Cette poussée inflationniste impacte mécaniquement l'aval de la filière, en particulier les segments du fromage frais, des yaourts et desserts à base de lait, dont la part dans la consommation des ménages iraniens n'a cessé de croître au cours des dernières décennies.

2. FUITE RECORD DE CAPITAUX (9 MDS USD) AU PRINTEMPS 2025

La Banque centrale d'Iran a récemment révélé une fuite de capitaux sans précédent de près de 9 Mds USD au premier trimestre de l'année fiscale 1404 (printemps 2025), le chiffre le plus élevé jamais enregistré. La fuite de capitaux totale pour l'année 2024 avait déjà atteint environ 20,7 Mds USD, et entre 2018 et 2024, environ 80 Mds USD ont quitté le pays, toujours selon la Banque centrale. Cette sortie record de capitaux efface le solde positif de la balance commerciale (exportations pétrolières incluses), alors que les investissements étrangers dans le pays demeurent négligeables. Cette situation témoigne d'un effondrement de la confiance des investisseurs et des ménages dans l'économie iranienne.

3. WASHINGTON RÉTABLIT L'EXEMPTION DE SANCTIONS POUR LE PORT DE CHABAHAR

Les États-Unis ont rétabli une dérogation aux sanctions permettant à l'Inde de continuer à opérer le port iranien de Chabahar, quelques semaines après l'avoir révoquée dans le cadre de leur campagne de pression maximale sur Téhéran. « Nous avons obtenu une exemption pour une période de six mois », a déclaré le porte-parole du ministère indien des Affaires étrangères, Randhir Jaiswal. Cette décision, entrée en vigueur mercredi selon Reuters, permet à l'Inde de poursuivre l'exploitation de ce port stratégique situé sur la côte sud-est de l'Iran, le long du golfe d'Oman. La dérogation restaure une exemption de 2018 que le département d'État américain avait retirée le 29 septembre dernier. Elle permet à l'Inde de poursuivre son accord décennal avec Téhéran pour développer et gérer le port, considéré par New Delhi comme un corridor

commercial vital vers l'Afghanistan et l'Asie centrale tout en contournant le Pakistan. Pour l'Iran, cette dérogation représente une rare ouverture à l'international.

ISRAËL

1. CROISSANCE ANNUELLE À 12,4 % AU TROISIÈME TRIMESTRE 2025

L'économie israélienne a fortement rebondi au troisième trimestre 2025, avec une croissance annualisée de 12,4 % après la contraction enregistrée au trimestre précédent en raison de la guerre avec l'Iran. Ce sursaut reflète une reprise marquée de la consommation privée, un redressement des exportations de biens et de services, ainsi qu'une hausse des investissements en immobilisations, tous trois ayant fortement reculé au deuxième trimestre. En comparaison avec la même période en 2024, le PIB affiche une croissance de 3,5 %, dépassant ainsi les prévisions du ministère des Finances, qui anticipait une progression annuelle de 2,8 % pour 2025.

2. LE SHEKEL AU PLUS HAUT DEPUIS L'ÉTÉ 2022 FACE AU DOLLAR

Depuis le début de l'année 2025, le shekel israélien s'est fortement renforcé face au dollar, enregistrant une hausse de plus de 10% sur l'année et atteignant un sommet autour de 3,21 ILS pour 1 USD le 13 novembre. Cette appréciation s'explique par une combinaison de facteurs : un surplus courant lié à l'essor des exportations technologiques israéliennes, un afflux de capitaux étrangers, ainsi qu'une réduction de la prime de risque du pays suite à l'amélioration du contexte sécuritaire, conduisant notamment au relèvement de la perspective de notation de S&P. Dans un scénario optimiste, certains analystes envisagent un taux dollar-shekel en dessous de 3 ILS d'ici fin 2026. Toutefois, cette tendance reste incertaine : l'affaiblissement récent du marché boursier américain, la perspective d'une hausse du dollar globale et l'imprévisibilité géopolitique locale pourraient inverser la dynamique.

3. CONSTRUCTION DE LA 1^{ÈRE} INSTALLATION DE VALORISATION ÉNERGÉTIQUE DES DÉCHETS

Conformément à la décision gouvernementale d'octobre 2022, prévoyant la construction d'une unité de valorisation énergétique des déchets à Neot Hovav, trois groupes ont répondu à l'appel d'offres mené conjointement par les ministères des Finances et de la Protection de l'environnement, estimé à plusieurs centaines de millions de shekels. Il s'agit d'Electra, Denya Energy et Shapir-BlueGen-Dekel.

Chacun de ces consortiums s'est associé à un partenaire international, non divulgué à ce stade, disposant d'une expertise reconnue dans le domaine de la récupération d'énergie. Le lauréat devra construire et exploiter l'installation pour une durée de 25 ans, à l'issue desquels celle-ci sera transférée à l'État. L'installation, première du genre en Israël, sera conçue pour traiter 300 000 tonnes de déchets par an et produire environ 30 MW d'électricité à partir de la fraction non-recyclable, qui sera incinérée pour générer de la vapeur alimentant une turbine. Le procédé comprendra également un centre de tri en amont de la chaîne pour séparer les déchets recyclables.

4. PELEPHONE SIGNE UN PROTOCOLE D'ACCORD POUR L'ACQUISITION DE HOT MOBILE (645 M USD)

Le groupe Bezeq a annoncé le 16 novembre à la Bourse de Tel Aviv que sa filiale de téléphonie mobile, Pelephone, et l'opérateur Hot ont signé un protocole d'accord non contraignant portant sur l'acquisition de l'intégralité de Hot Mobile (propriété de Patrick Drahi), qui détient environ 15 % du marché israélien. Le MoU fixe les paramètres généraux d'une future transaction, sous réserve des audits de due diligence, de la conclusion d'accords commerciaux et juridiques détaillés entre les parties, ainsi que du respect des règles de concurrence. Dans le cadre envisagé, Pelephone rachèterait 100 % de Hot Mobile pour un montant de 2,1 Mds ILS (645 M USD) en numéraire, sous réserve d'ajustements ultérieurs.

JORDANIE

1. SIGNATURE DE L'ACCORD ANNUEL DES SUBVENTIONS AMÉRICAINES

Le conseil des ministres a approuvé le 16 novembre l'accord annuel des subventions américaines d'un montant de 845 M USD, transféré en soutien direct au Trésor jordanien pour l'année 2025. La Jordanie et les États-Unis ont renouvelé en 2023 leur partenariat avec la signature d'un protocole d'accord couvrant la période 2023-2029, qui fixe le montant de l'aide américaine à 1,45 Md USD par an, composée à 70 % d'aide budgétaire directe, le reste étant presque entièrement dédié au soutien militaire.

2. L'INFLATION ATTEINT +1,87 % SUR LES 10 PREMIERS MOIS DE L'ANNÉE 2025

Selon le Département des Statistiques (DoS), l'indice des prix à la consommation (IPC) a enregistré une hausse de +1,87 % en glissement annuel de janvier à octobre 2025 et de +2 % au mois d'octobre 2025 en glissement mensuel. L'inflation sur les dix premiers

mois de 2025 a principalement été tirée par l'augmentation des prix des catégories : « effets personnels » (+22,16 %), « tabac et cigarettes » (+11,13 %), « thé, café et cacao » (+9,59 %), « fruits et noix » (+8,96 %), et « épices et additifs alimentaires » (+4,94 %).

3. HAUSSE DU TOURISME EN OCTOBRE 2025

Les données préliminaires de la Banque centrale de Jordanie (BCJ) indiquent une hausse des revenus du tourisme en octobre 2025 de +3,4 % en g.a., atteignant 600 M USD. Cela confirme une hausse des revenus sur les dix premiers mois de 2025 à 6,6 Mds USD (+6,5 % en g.a.), à mettre en parallèle du déclin enregistré sur la même période en 2024 (-4,4 %).

Cette croissance est également illustrée par l'enregistrement de 836 000 passagers à l'aéroport international Queen Alia (QAIA) en octobre 2025 (+23,8 % en g.a.), incluant les expatriés. L'aéroport aurait ainsi accueilli plus de 8 M de passagers entre janvier et octobre 2025, soit une croissance de + 9 % en g.a.

4. HAUSSE DE CRÉDITS ACCORDÉS AUX MPME

D'après les [données](#) de la Banque centrale de Jordanie (BCJ), les facilités de crédit accordées aux micros, petites et moyennes entreprises (MPME) auraient augmenté de 350 M JOD (493 M USD) au premier semestre 2025 par rapport au premier semestre 2024, soit une hausse de +5,4 % en g.a. Les MPME auraient ainsi reçu un total de 6,8 Mds JOD (9,6 Mds USD) de financement sur cette période.

LIBAN

1. TENUE DE LA CONFÉRENCE « BEIRUT ONE » POUR ATTIRER LES INVESTISSEURS ÉTRANGERS

Les 18 et 19 novembre s'est tenue la conférence « Beirut One », initiée par le ministre de l'Économie et du Commerce Amer Bisat, avec le soutien du Conseil économique, social et environnemental. Rassemblant près d'un millier de participants (principalement des institutionnels, des représentants du secteur privé, des investisseurs étrangers régionaux ou internationaux, et des membres de la diaspora libanaise), ce cycle de tables rondes, organisé sous le patronage du président Joseph Aoun, avait pour objectif d'illustrer le passage pour le Liban d'une logique de dépendance à l'aide internationale à une dynamique nouvelle d'attractivité.

Axé sur les questions de production, d'innovation, de développement technologique et de soutien au secteur privé, le forum comprenait des séquences

sectorielles lors desquelles se sont exprimés les ministres du gouvernement, notamment des Finances, de l'Agriculture, de la Santé publique, du Développement social, de l'Énergie, des Transports ou de la Culture, ainsi que le gouverneur de la Banque du Liban et des représentants d'institutions internationales (Banque mondiale) ou d'entreprises comme CMA CGM. Des délégations étrangères, notamment d'Arabie saoudite, étaient présentes, marquant le début d'un tournant positif dans les relations bilatérales entre Beyrouth et Riyad. Au cours des sessions, le gouvernement a présenté des projets susceptibles de susciter l'intérêt des investisseurs, pour un montant indiqué de 7,5 Mds USD, selon le ministre de l'Économie, notamment dans les infrastructures, les télécommunications et le tourisme.

Cette conférence a aussi été l'occasion pour le Premier ministre et le ministre de l'Économie de rappeler leur engagement à conclure un programme avec le Fonds monétaire international (FMI), condition essentielle pour le retour durable des investisseurs étrangers et de la diaspora au Liban.

2. RÉENGAGEMENT MAJEUR DE LA SFI AU LIBAN AVEC 80 M EUR DE FINANCEMENTS

En marge de la conférence « Beirut One », la Société Financière Internationale (SFI) a annoncé revenir sur la scène libanaise, qu'elle avait quittée depuis 2019 (à l'exception d'un prêt de faible envergure accordé en 2024). Trois axes sont prévus : redresser le secteur de l'énergie libanaise ; soutenir les institutions de microfinance locales ; et accompagner les objectifs de croissance des industriels libanais.

Dans l'énergie, la SFI agira aux côtés de l'État libanaise pour structurer la mise en place de PPP afin de i) rénover la centrale de Deir Ammar I (465 MW) ; ii) construire une centrale à gaz à cycle combiné d'une capacité de 825 MW (Deir Ammar II) ; et iii) installer une unité flottante de regazéification. Les appels d'offres associés pourraient être publiés d'ici 5 mois.

En matière de microfinance, une ligne de crédit de 10 M USD sera répartie à parts égales entre les institutions Al Majmoua et Vitas pour soutenir les microentreprises, les femmes entrepreneures et les communautés vulnérables.

Enfin, la SFI déploiera 70 M USD de crédits à destination du secteur industriel libanaise, dont 40 M USD au bénéfice de BCI Holding, acteur régional de l'industrie du polyuréthane, pour développer un centre de R&D local et soutenir ses projets d'expansion dans la région, et un prêt de 30 M USD à Matelec, fabricant libanaise de transformateurs

électriques, également pour soutenir ses projets de croissance.

3. MEA ANNONCE LE LANCEMENT D'UNE FILIALE LOW COST

La compagnie aérienne libanaise, Middle East Airlines (MEA), a confirmé, à l'occasion d'un événement dédié à ses 80 ans, la création d'une nouvelle compagnie à bas prix. Entièrement détenue par MEA, « Fly Beirut » démarrera ses opérations à compter de 2027, offrant des vols à des tarifs 30 % en-dessous de ceux pratiqués par MEA, à destination du Moyen-Orient et de l'Europe.

SYRIE

1. CONOCOPHILLIPS S'ENGAGE À RENFORCER LA PRODUCTION GAZIÈRE SYRIENNE

Une semaine après la visite du président Ahmed al-Charaa aux États-Unis, le ministère syrien de l'Énergie a annoncé mardi 18 novembre la signature d'un accord-cadre entre la compagnie pétrolière syrienne, SPC, l'entreprise américaine ConocoPhillips et Novaterra, dirigé par l'homme d'affaires syro-britannique, Ayman Asfari, portant sur le développement des champs gaziers existants du pays et la prospection de nouveaux gisements. SPC ambitionne d'augmenter la production gazière du pays de 5 M m³ par jour d'ici un an, qui s'établit actuellement à environ 3 M m³.

2. PREMIÈRE LIVRAISON DE PÉTROLE BRUT EN PROVENANCE D'ARABIE SAOUDITE

La compagnie pétrolière syrienne, SPC, a annoncé que la cargaison de 650 000 barils de brut serait raffinée localement à Baniyas. La livraison constitue la première partie d'un don saoudien portant sur un total de 1,65 million de barils.

TERRITOIRES PALESTINIENS

1. SITUATION DES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS EN PALESTINE

Le Bureau central palestinien des statistiques et l'Autorité monétaire (PMA) ont publié les résultats préliminaires de l'enquête sur l'investissement étranger des institutions résidentes en Palestine à la fin de l'année 2024. Selon les données publiées, le total des investissements palestiniens à l'étranger (actifs) a atteint 11,0 Mds EUR, dont 68 % sous forme de dépôts et de liquidités en devises, un élément lié à l'absence de monnaie nationale. Les investissements étrangers dans les institutions résidentes (passifs) se sont élevés à 3,7 Mds EUR, principalement de l'investissement direct étranger.

Les actifs se répartissent entre autres investissements (70 %), portefeuille (16 %), réserves de la PMA (12 %) et investissement direct (2 %). Outre l'investissement direct (64 %), les investissements de portefeuille (16 %) et les autres investissements (20 %) constituent les passifs.

L'enquête révèle que 57 % des investissements directs étrangers se concentrent sur l'intermédiation financière et que 81 % proviennent de Jordanie.

2. LA PALESTINE ET LA JORDANIE RENFORCENT LEUR COOPÉRATION ÉCONOMIQUE

Le Premier ministre palestinien Mohammad Mustafa et son homologue jordanien Hassan Jaafari ont convenu, lors d'une rencontre à Amman le 18 novembre, de renforcer la coopération économique, financière et logistique entre la Palestine et la Jordanie. Les deux parties ont décidé d'établir des mécanismes pratiques pour lever les obstacles entravant le commerce et la circulation des personnes et des marchandises, soulignant l'engagement du président Mahmoud Abbas et du roi Abdallah II à consolider ces relations.

Une commission ministérielle conjointe sera mise en place pour élaborer et suivre les plans économiques convenus. Les deux gouvernements ont également décidé de renforcer la coopération entre l'Autorité monétaire palestinienne et la Banque centrale de Jordanie, notamment en élargissant l'utilisation du dinar jordanien sur le marché palestinien.

Ils ont insisté sur la nécessité d'un effort commun auprès des instances internationales pour obtenir la réouverture du pont Allenby/al-Karameh, fermé depuis octobre 2025. Ce point de passage, principal lien commercial de la Palestine avec le monde extérieur, reste aujourd'hui quasi paralysé, avec des répercussions majeures sur l'approvisionnement et la circulation des biens.

3. LE SECTEUR AGRICOLE DE GAZA FRAPPÉ PAR UNE DESTRUCTION MASSIVE

Le secteur agricole de Gaza, d'une superficie totale de 17 800 hectares, subit une destruction sans précédent. Sur les 9 300 hectares initialement cultivés en légumes, près de 90 % ont été mis hors service à la suite des bombardements, du défrichage ou de leur inclusion dans la « ligne jaune », zone fermée imposée par l'armée israélienne depuis l'entrée en vigueur du cessez-le-feu, le 10 octobre dernier. La moitié environ des terres agricoles se trouvent désormais derrière cette ligne, dont 3 000 hectares le long de la frontière orientale, 3 500 hectares dans les régions de Beit

Lahia, Beit Hanoun et l'est de Jabalia, et 2 500 hectares à Rafah.

Les terres situées hors de cette zone ont elles aussi été sévèrement bombardées : seules 6 % restent aujourd'hui cultivables, et à peine 400 hectares sont encore plantés en légumes. La production agricole actuelle n'atteint plus que 25 000 tonnes, soit 7 % des

plus de 400 000 tonnes produites avant-guerre. L'interdiction d'entrer des engrais, pesticides, systèmes d'irrigation et équipements énergétiques empêche toute relance du secteur, qui représentait 11 % du PIB de Gaza et employait 55 000 travailleurs avant la guerre.

PRINCIPAUX INDICATEURS DES PAYS DE LA ZONE

	SOURCE	ÉGYPTE	IRAK	IRAN	ISRAËL	JORDANIE	LIBAN	TP	SYRIE
POPULATION (MILLIONS) – 2024	FMI / WEO	107	44	87	10	11	5,4	5,3*	25*
PIB (Mds USD) – 2024 ^E	FMI / WEO	383	277	401	540	53	28	14*	21*
PIB / HAB. (USD) – 2024 ^E	FMI / WEO	3570	6247	4633	54192	4693	5282	2593*	869*
CROISSANCE PIB RÉEL (%) – 2024 ^E	FMI / WEO	2,4	0,3	3,5	0,9	2,5	-7,5	-26,6*	-1,5*
SOLDE BUDGÉTAIRE (% PIB) – 2024 ^E	FMI / WEO	-7,1	-1,5	-4,1	-8,3	-8,3	0,4	-9,5*	-3,1*
DETTE PUBLIQUE (% PIB) – 2024 ^E	FMI / WEO	91	43	37	68	115	164	86*	n/a
RATING COFACE 2024	COFACE	C	E	E	A4	C	D	n/a	n/a
INFLATION MENSUELLE EN G.A. (%)	STATISTIQUES OFFICIELLES	13,6	2,6	36	3,3	1,7	14,2	48,9	15
PMI MENSUEL	STATISTIQUES OFFICIELLES	50,1	n/a	48,7	50,2	n/a	50,3	n/a	n/a
EXPORTATIONS FRANÇAISES (M€) – 2024	DOUANES FRANÇAISES	1792	426	255	1714	306	426	28	29
IMPORTATIONS FRANÇAISES (M€) – 2024	DOUANES FRANÇAISES	1158	1949	48	1386	43	92	4	6

* = DONNÉES BANQUE MONDIALE 2024

AGENCE DE NOTATION COFACE - ESTIMATION DU RISQUE DE CRÉDIT MOYEN DES ENTREPRISES D'UN PAYS
A1 TRÈS FAIBLE / A2 PEU ÉLEVÉ / A3 SATISFAISANT / A4 CONVENABLE / B ASSEZ ÉLEVÉ / C ÉLEVÉ / D TRÈS ÉLEVÉ / E EXTRÊME

LA DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR EST PRÉSENTE DANS PLUS DE 100 PAYS À TRAVERS SES SERVICES ÉCONOMIQUES
POUR EN SAVOIR PLUS SUR SES MISSIONS ET SES IMPLANTATIONS : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

RESPONSABLE DE LA PUBLICATION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

RÉDACTION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

POUR VOUS ABONNER : beyrouth@dgtrésor.gouv.fr